

*Questions orales***PRÉSENCE À LA TRIBUNE**

**M. le Président:** Je signale aux députés la présence à la tribune d'une délégation parlementaire australienne divisée par le député Barry Cohen.

**Des voix:** Bravo!

**M. le Président:** Je signale aussi aux députés la présence à la tribune de M. Vladimir Bulatov, député au Congrès des peuples de l'URSS.

**Des voix:** Bravo!

\* \* \*

**L'AGRICULTURE**

**M. Lyle Vanclief (Prince Edward—Hastings):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Lors d'une réunion récente les transformateurs d'aliments du Canada ont déclaré que ce qu'on appelle les règles de jeu uniformes créées par l'Accord de libre-échange ne peut pas fonctionner et ne fonctionneront pas sous le régime actuel de commercialisation des produits agricoles. Ces gens sont des spécialistes des secteurs de la transformation et des produits alimentaires. Compte tenu de cette déclaration et de tout ce qui s'est produit d'autre récemment, le ministre affirme-t-il toujours que l'Accord de libre-échange protège nos agriculteurs et leur régime actuel de commercialisation?

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture):** Monsieur le Président, je pense que l'Accord de libre-échange donne des résultats assez éloquentes. Ce qu'il y a de certain c'est que les régimes de régulation de l'offre ont été préservés par l'Accord de libre-échange, comme le député le sait.

Si tout va si mal dans le secteur de la transformation, je demanderai au député comment il se fait que ce secteur s'est engagé à investir encore 15 p. 100 de plus que l'an dernier dans la transformation et la fabrication des produits alimentaires au Canada? Il semblerait que cette tendance va se maintenir sur les quatre ou cinq prochaines années. Je trouve que c'est un signe plutôt positif.

**M. Vanclief:** Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au même ministre. Le président de l'Ontario Food Processors Association nous a parlé récemment, et il est en désaccord avec la déclaration du ministre. Il parle au nom de 46 transformateurs de la seule province d'Ontario. Son association fédérale a déjà

eu des audiences auprès du ministre et lui a présenté des mémoires.

Est-ce que le ministre a examiné ces mémoires? Après les avoir examinés et tenu compte de ce qu'ils ont dit, est-il toujours d'avis que l'Accord de libre-échange va continuer de protéger le secteur de la transformation des aliments et les agriculteurs canadiens?

**M. Mazankowski:** Je pense que le meilleur vote de confiance c'est le fait que les transformateurs investissent effectivement 15 p. 100 de plus cette année que l'an dernier. En fait, je citerai la manchette du *Financial Post* du 18 octobre 1989: «Le Canada récolte les fruits de l'accord commercial, d'après les statistiques américaines» Cela vaut pour l'agriculture. Cela vaut pour le secteur énergétique. Cela vaut pour l'industrie. Cela vaut pour presque tous les secteurs. Voilà pourquoi nous sommes au premier rang mondial pour la croissance économique, le développement et la création d'emplois.

\* \* \*

**LE CHÔMAGE**

**L'hon. William Rompkey (Labrador):** Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre de l'Emploi et de l'Immigration qui, vendredi après-midi, annonçait l'affectation de 2 millions de dollars pour répondre à la crise des pêches à Terre-Neuve et au Labrador où, de son propre aveu, 3400 pêcheurs et ouvriers d'usine sont touchés.

• (1450)

Je lui rappelle que, l'an dernier, on avait débloqué 6 millions pour 1500 pêcheurs. Autrement dit, cette année la crise est pire, mais l'aide est inférieure.

La ministre ne se rend-elle pas compte que si elle continue ainsi, de nombreux pêcheurs et travailleurs de la côte du Labrador en seront réduits au troc pour survivre cette année? Pourrait-elle s'engager, si le gouvernement et les syndicats lui démontrent que le besoin est plus grand que ce qu'elle a prévu, à augmenter le montant pour répondre aux besoins?

**L'hon. Barbara McDougall (ministre de l'Emploi et de l'Immigration):** Monsieur le Président, je voudrais faire remarquer que ce n'est qu'une partie de ce que nous faisons pour le secteur des pêches de Terre-Neuve. Comme le député le sait, un comité du cabinet travaille sur les problèmes des pêches. Je reconnais l'importance du pro-